

REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de Peisey-Nancroix

Dossier n° DP07319717M5007

Date de dépôt : 28/03/2017

Complété le :

Demandeur : **COMMUNE DE PEISEY NANCROIX**

Pour : **Travaux sur construction existante**

Adresse terrain : **Montagne de La Grasse - Peisey Nancroix (73210)**

ARRÊTÉ 2017-018
de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable
au nom de la commune de Peisey Nancroix

Le Maire,

Vu la déclaration préalable présentée le 28/03/2017 par la COMMUNE DE PEISEY NANCROIX, représentée par Monsieur TRESALLET Laurent demeurant : Rue de l'Ecole des Mines - 73210 Peisey Nancroix ;

Vu l'objet de la déclaration préalable :

- Pour le remplacement de menuiseries extérieures ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'article R.425-6 du Code de l'urbanisme ;

Vu l'article L.331-4 et l'article L.331.14 du Code de l'environnement ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 22.01.2007, modifié les 09.11.2007 (n° 1), 09.08.2010 (n° 2) et 24.06.2013 (n° 3) ayant fait l'objet d'une révision simplifiée le 09.11.2007 ;

Vu l'avis favorable de la Directrice du Parc National de la Vanoise en date du 02.05.2017 ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées aux articles suivants.

Article 2

La présente décision tient lieu de l'autorisation spéciale au titre du code de l'environnement prévue à l'article L.331-4 du Code de l'Environnement.

Article 3

Les prescriptions émises dans l'avis du 02.05.2017 du Parc National de la Vanoise seront intégralement respectées (copie jointe).

La protection des baies s'effectuera par des volets métalliques identiques à ceux existants.

Envoyé au demandeur le : /

Envoyé au contrôle de légalité le : 15.05.2017

Notifié au demandeur le : 10.05.2017

Le 10.05.17

Le Maire

N. Laurent Tressallet



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.